

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**

Tome II : Ouvriers

(5^e édition. – Avril 2005)

ACCORD « SALAIRES » DU 27 JANVIER 2005

(PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR)

NOR : *ASET0550406M*

IDCC : *1702*

Au cours de la commission paritaire qui s'est tenue le 24 janvier 2005, et en application de l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers des travaux publics du 15 décembre 1992, il a été convenu :

Entre :

La fédération des travaux publics de Provence-Alpes-Côte d'Azur,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFTC,

D'autre part,

ce qui suit :

Article 1^{er}

Les minima annuels des ouvriers dans les entreprises de travaux publics pour 2005 sont fixés comme suit.

(En euros.)

CATÉGORIE	COEFFICIENT	MINIMUM ANNUEL applicable pour 2005 (base 35 heures)
Niveau I	100	15 458
Position 1		
Position 2	110	15 937
Niveau II	125	16 513
Position 1		
Position 2	140	18 495
Niveau III	150	19 816
Position 1		
Position 2	165	21 538
Niveau IV	180	23 497

Rappels :

- aucun salaire ne peut être inférieur au SMIC en vigueur ;
- ces barèmes, établis sur la base de 35 heures, n'incluent pas les heures supplémentaires (principal et majoration).

Article 2

Date et durée d'application

Les dispositions qui précèdent s'appliquent pour l'année 2005.

Article 3

Champ d'application

Le présent accord est applicable au personnel ouvrier des entreprises de travaux publics de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Article 4

Dépôt DDTE et prud'hommes

Le présent accord sera déposé, conformément aux dispositions du code du travail, en 5 exemplaires dont un original, à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle des Bouches-du-Rhône et transmis, pour information, aux directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle des Alpes-de-Haute-Provence, des Hautes-Alpes, des Alpes-Maritimes, de Vaucluse et du Var ainsi qu'aux conseils de prud'hommes de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Article 5

Extension de l'accord

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Fait à Marseille, le 27 janvier 2005.

(Suivent les signatures.)